

*L'Adresse—M. Wilson*

ples, mais, au fond, elles tiennent à ce que les Québécois ont une influence de plus en plus grande dans le monde des affaires.

Des sociétés comme la SNC, Lavalin, Bombardier, Provigo, La Banque nationale du Canada, le Crédit foncier ou la Power Corporation de Paul Desmarais m'impressionnent énormément. Elles comptent parmi les plus importantes dans le monde des affaires au Canada. Dans toute l'Amérique du Nord, l'École des Hautes Études Commerciales est très respectée. Sur le plan des affaires, le Québec a fait une percée non seulement au Canada mais aussi dans le monde. Quant aux Québécois eux-mêmes, ils sont très fiers de leurs réalisations; la confiance qu'ils ont dans leurs compétences et les réussites qu'ils ont obtenues jusqu'à maintenant le démontrent clairement.

Quelle tragédie si le Québec se séparait. La réussite en affaires exige un marché intérieur important. Le marché canadien n'est pas assez grand mais il est certainement plus grand que celui du Québec. Si le Québec réduit de trois quarts l'importance de son marché intérieur, il causera beaucoup de tort à ses entreprises moyennes; pas à celles que je viens d'énumérer, bien sûr, car elles sont déjà bien établies sur les marchés du monde, mais à celles de la génération suivante.

Je sais que les considérations d'ordre économique n'auront pas nécessairement beaucoup d'influence sur le vote du 20 mai prochain. Pour moi, le «oui» ne serait qu'un geste futile et dénué de sens dans le contexte actuel, puisque les sociétés québécoises et les hommes d'affaires québécois ont accompli tellement de choses dernièrement. Ce serait gagner la bataille des dix ou vingt dernières années, mais perdre la guerre de l'avenir.

Tous les partis à la Chambre de même que tous les gouvernements provinciaux s'engagent à renouveler le fédéralisme. Nous n'avons pas besoin d'un «oui» pour nous pousser à le faire. En fait, un «oui» pourrait très bien avoir l'effet contraire, c'est-à-dire qu'il pourrait rendre plus difficile la conclusion d'une entente sur un fédéralisme renouvelé et susciter des réactions négatives.

Il y a actuellement un sentiment général de préoccupation pour l'avenir, il y a de la sympathie pour le Québec et je crois que toutes les provinces conviennent de la nécessité de changements. Mais un «oui», je le crains, pourrait modifier l'attitude des différentes parties aux négociations futures. La position du gouvernement du Québec, tant qu'il sera dirigé par les péquistes, n'est pas claire. Nous ne savons pas quelle sera son attitude aux négociations. Nous ne pouvons oublier que les péquistes sont déterminés à diviser notre pays, de sorte que leur position dans des négociations à venir ne peut être constructive.

Comme je l'ai mentionné, il y a déjà eu beaucoup de changement. J'ai essayé d'illustrer cette affirmation en prenant l'exemple du milieu des affaires pour démontrer aux Québécois que des changements peuvent être apportés rapidement. Ces changements ont renforcé le Québec et, du même coup, le Canada. Tout ce que j'espère, c'est que les Québécois réagiront favorablement à cet exemple et à d'autres et diront majoritairement «non» le 20 mai, car un Canada sans le Québec, tout comme un Québec sans Canada, aurait beaucoup de difficulté à réaliser son plein potentiel dans les années 80.

En conclusion, j'exhorte le gouvernement à attacher beaucoup plus d'importance à la croissance économique dans les années 80 que ne le laisse prévoir le discours du trône. J'ai essayé d'aborder la question d'une façon positive. Nous ne pouvons répondre aux aspirations de tous; nous devons faire des choix. Je crois qu'il est tout à fait évident que si nous n'établissons pas notre ordre de priorité selon les principes que je viens d'énoncer, il nous sera impossible d'atteindre nos grands objectifs sociaux.

Le gouvernement, avec la majorité qu'il détient, a la possibilité de débarrasser le Canada des problèmes qui ont surgi dans les années 70. Il est malheureux que la plupart des responsables de ces problèmes fassent toujours partie du gouvernement. Je souhaite seulement qu'ils auront compris que les vieilles politiques n'ont donné aucun résultat et qu'ils auront l'esprit suffisamment ouvert pour élargir leurs horizons au profit de toute la population du Canada.

[Français]

**M. Robert Gourd (Argenteuil):** Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur de m'adresser à la Chambre à titre de député d'Argenteuil. J'aimerais d'abord féliciter tous les députés, nouveaux et anciens ici présents de leur élection, et j'espère que chacun d'entre nous en tant que représentants du peuple canadien serons en mesure d'accomplir notre tâche dignement. Je partage sans réserve l'enthousiasme de la Chambre pour la nomination de madame le président, et je suis convaincu que vous, monsieur le président saurez vous acquitter de vos lourdes responsabilités avec sagesse et persévérance.

L'histoire de mon pays est parsemée de hauts et de bas, mais toujours nous avons su surmonter ces crises et nous améliorer. Mais, monsieur le Président, à mon avis le Canada traverse une période difficile, peut-être même la plus difficile de toute notre histoire. En effet, alors même que la situation économique mondiale est fragile, alors même que la situation politique mondiale accuse certains malaises, le Canada, en plus d'avoir à travailler durement et sans relâche pour minimiser les répercussions néfastes qui en découlent, doit aussi faire face à une crise politique interne. Alors que la plupart des gouvernements des divers pays peuvent consacrer leurs énergies à la fortification de leur économie, le gouvernement canadien doit en plus lutter pour maintenir le pays uni sous un régime fédéral. Et malgré tout, monsieur le président, je suis confiant et même très optimiste quant à l'avenir de notre pays car, jusqu'à présent, notre performance économique compte tenu de la conjoncture mondiale est enviée par plusieurs pays industrialisés. Non pas seulement notre performance économique, monsieur le président, mais aussi notre système politique fait l'envie de plusieurs pays, car, on l'oublie trop souvent, nulle part au monde peut-on jouir d'autant de libertés, que ce soit la liberté d'association, de mouvement, d'expression et j'en passe! Combien d'étrangers rêvent de pouvoir un jour mettre le pied sur notre sol et dire: Ici, je referai ma vie. Combien?

• (1520)

Évidemment, cela ne signifie aucunement que le Canada ne peut faire mieux, mais c'est à mon avis une indication indéniable du bien-fondé de notre système fédéral, de sa force et capacité de protéger le bien-être du peuple canadien. Quant à moi, je suis heureux et me considère privilégié d'avoir vu le jour dans ce pays, je suis heureux d'y vivre et pour rien au